

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 10-13 novembre 2014

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2014/9-A/2
26 septembre 2014
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2014 – GHANA 200675

Assistance aux réfugiés ivoiriens

Nombre de bénéficiaires	8 500
Durée du projet	14 mois (1 ^{er} février 2014–31 mars 2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	1 506 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Produits alimentaires et coûts connexes	1 131 856
Développement et augmentation des capacités	3 000
Coût total pour le PAM	1 159 986

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice régionale, OMD*: Mme D. Brown Courriel: denise.brown@wfp.org

Directrice de pays: Mme P. Bradford Courriel: pippa.bradford@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513 2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

RÉSUMÉ

1. La crise politique prolongée qui sévit en Côte d'Ivoire depuis 2010 a provoqué l'afflux de milliers de demandeurs d'asile au Ghana. Trois ans après le début de la crise humanitaire, 9 000 réfugiés ivoiriens se trouvent encore au Ghana, dont 8 500 dans trois camps installés dans les régions de Brong Ahafo, du Centre et de l'Ouest. D'après une mission d'évaluation conjointe menée en octobre 2013 par des organismes des Nations Unies, le Gouvernement et les donateurs partenaires, la plupart des réfugiés ne souhaitent pas retourner en Côte d'Ivoire dans un avenir proche en raison de la situation politique et des problèmes d'insécurité persistants.
2. La plupart des réfugiés ont fui la Côte d'Ivoire sans emporter ni biens ni argent. À compter de mai 2011, ils ont bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM, dispensée dans le cadre tout d'abord d'une opération d'urgence approuvée de manière à permettre une intervention immédiate, puis de l'opération d'urgence 200321, qui s'est achevée en janvier 2014. Les communautés d'accueil ont aidé les réfugiés ivoiriens, mais leur soutien s'est étiolé au fil du temps du fait de la diminution de leurs ressources. La majeure partie des réfugiés qui vivaient dans un premier temps dans des communautés d'accueil se sont réinstallés dans les camps. Il est ressorti de la mission d'évaluation conjointe d'octobre 2013 et de l'évaluation participative effectuée en septembre 2013 par le Haut-Commissariat des Nations pour les réfugiés (HCR) et des partenaires que les besoins les plus pressants des réfugiés étaient les suivants: nourriture d'abord, puis abri et éducation.
3. Peu de réfugiés ont des compétences susceptibles de leur être utiles sur le marché du travail ou maîtrisent suffisamment la langue locale pour pouvoir participer à des activités rémunératrices. La mission d'évaluation conjointe a conclu que compte tenu de la probabilité que la situation des réfugiés se prolonge, il convenait d'établir une stratégie pour appuyer la transition vers l'autosuffisance. Le HCR et le PAM ont défini une stratégie de retrait prévoyant de dispenser une formation en anglais et en twi, la langue locale utilisée pour les échanges commerciaux dans les camps et aux alentours. Le HCR et ses partenaires conduiront le programme de formation tandis que le PAM assurera l'assistance alimentaire. Une stratégie de communication sera établie pour renseigner sur la suppression progressive de l'appui non assorti de conditions. Des missions d'évaluation conjointes, des évaluations de la sécurité alimentaire et des évaluations périodiques de la situation nutritionnelle seront effectuées dans le cadre du suivi de l'impact du projet.
4. Cette intervention, qui est conforme aux Objectifs stratégiques 1 et 2 énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017, vise à:
 - sauver des vies en répondant aux besoins des réfugiés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens d'existence dans les situations d'urgence); et
 - apporter une assistance alimentaire en vue d'assurer la sécurité alimentaire des ménages de réfugiés et d'éviter qu'ils aient recours à des stratégies de survie préjudiciables lors de la transition vers l'autosuffisance (Objectif stratégique 2 – Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence).
5. Cette intervention concourt également à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 1 (Éliminer l'extrême pauvreté et la faim).